

RK/pf

Genève, le 12 mai 1975

CONFIDENTIELDiscussion sur les "Suites de la CSCE"

Réunion informelle convoquée par la délégation suisse,
au siège de la Mission suisse auprès les organisations
internationales à Genève, le 6 mai 1975

Participants :

Ambassadeur Bindschedler)	Suisse
M. Brunner		
M. Renk		
Ambassadeur Edelstam		Suède
Ambassadeur Farace		Italie
Ambassadeur Wendelen		Belgique
Ambassadeur van der Valk		Pays-Bas
Ambassadeur Delworth		Canada
Ambassadeur Blech		RFA
Ambassadeur Iloniemi		Finlande
Ambassadeur Mellbin		Danemark
Ambassadeur André		France
Ambassadeur Mincic		Yougoslavie

MM Neagu (Roumanie), Renard (France) et Jaeger (USA)

M. Bindschedler : Souligne l'utilité des suites qui ne sont pas dans l'intérêt exclusif des pays de l'Est, mais aussi dans celui de la Communauté européenne. Sans constituer un danger d'ingérence, elles offrent à tous la possibilité d'influencer les autres pays et elles offrent un intérêt tout spécial pour les pays neutres et non-alignés. Il n'y a pas d'alternative à la politique de détente. Le problème des délais a été exagéré. Il importe finalement peu que ce délai soit d'un ou de deux ans. Le mandat est plus important. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle organisation internationale, mais d'envisager des réunions périodiques, sans institutionnalisation et sans secrétariat permanent.

./.



M. Mellbin : Il n'existe pas de grandes divergences entre les vues de M. Bindschedler et le noyau du projet danois. Nous sommes d'accord de continuer le dialogue, mais selon une approche "step-by-step".

Organisation: Le fait de vouloir veiller à l'exécution des décisions de la CSCE ne justifie pas un organisme sur le plan multilatéral. La réunion de hauts fonctionnaires que notre projet prévoit pour 1977 devra s'occuper et du passé et de l'avenir. Cette structure devrait donc suffire.

Nous avons de la compréhension pour les neutres et non-alignés qui voudraient avoir une place autour de la table européenne. La CSCE a montré l'utilité de ces pays.

En considérant la balance des intérêts des uns et des autres, une décision basée sur la proposition danoise devrait satisfaire tout le monde.

M. Edelstam : We have the general feeling that the Danish proposal could serve as a common basis. The already registered preamble goes further than the original Danish proposal: There is no "guillotine" in 1977. Some small changes could be made in the Danish proposal to be in line with the preamble. We could add additional language from the Finnish proposal.

M. Iloniemi :

1. Consultations or reviews of high officials should not be isolated phenomena; they must be prepared by lower-level working sessions. A preparatory phase should precede every meeting of high officials.

2. It is unsatisfactory to delay decisions to the future, this would mean a lack of continuity. By accepting the idea of continuity, we do not prejudice its contents.

M. Nincic : Recalls existence of Yugoslav proposal on follow-up.

M. Neagu : Follow-up must be centered around three elements :

1. continuation
2. groups of experts
3. evaluation

A time-table for the various working groups must be established. The evaluation meeting will only be successful if well prepared.

M. Wendelen : Nous avons un choix et deux risques :

1. l'excès de prudence: le "suicide" est exclu, même si les suites sont moins ambitieuses;
2. le risque de l'échec: Celui-ci est sérieux, si les suites sont mal préparées. Nous ne sommes pas sûrs de ce qui va se passer en 1977. Nous n'aimons pas l'idée de consultations politiques périodiques. L'idée de la préparation est utile, mais avant 1977, ce sera difficile. L'idée de la préparation devrait donc se situer dans la même optique que celle de la décision différée.

M. Farace : pose deux questions aux neutres :

1. Quel type de réunions envisagez-vous en dehors des réunions de hauts fonctionnaires (projet danois) ?
2. Quel sera le rôle des organisations internationales dans le cadre des suites ? Les réunions d'experts se dérouleront-elles en dehors ou à l'intérieur des organisations internationales (p.ex. BCE) ?

M. Edelstam : The most obvious example for an expert group meeting is the one planned for the elaboration of the Swiss proposal on peaceful settlement of disputes.

M. Bindschedler :

- a) un organe qui se réunit périodiquement sans tout l'appareil d'une organisation internationale. Il pourrait se réunir en règle générale au niveau des fonctionnaires et si besoin est, au niveau politique. Cet "organe des suites" devra à son tour convoquer des
- b) réunions d'experts (p.ex. SRPD, CBM, corbeille III)

M. Mellbin : Ces groupes d'experts pourront aussi travailler sans un organe qui les supervise. Ils peuvent faire rapport aux gouvernements et toute délégation peut évoquer leur travail (lors de la réunion de hauts fonctionnaires de 1977).

M. André : Ce qu'il faut éviter avant tout, c'est de créer un organisme qui rate. Nous avons eu beaucoup de mal à mettre sur pied la CSCE. Ce qui se passera dans un organe des suites ne sera pas très différent de ce qui se déroule en ce moment dans les différents organes de la CSCE. Nous ne pouvons donc pas nous engager aujourd'hui. Il faut évaluer la situation politique au moment de la réunion des hauts fonctionnaires. Il est évident que celle-ci devra être préparée. Quant aux groupes d'experts, je les vois plutôt sous forme d'une "task force", sans un comité de coordination. Les travaux des experts seront jugés par la réunion des hauts fonctionnaires.

Nous ne sommes pas contre la continuité, mais contre l'automatisme.

* * *
*